

1
63/A

M E M O R A N D U M

**du Gouvernement de la Yougoslavie
Démocratique et Fédérative sur la
Question de la Marche Julienne et des
autres territoires sous
la domination italienne**

MEMORANDUM

du Gouvernement de la Yougoslavie Démocratique et Fédérative
sur la question de la Marche Julienne et des autres territoires
sous la domination italienne

II
63 / 7.



403 / 1948.

A travers de longs siècles, les peuples yougoslaves ont combattu pour leur libération et leur unité. Incorporés dans la Monarchie austro-hongroise, les Slovènes et les Croates vécurent sous son joug, répartis dans diverses provinces de la Couronne d'Autriche, mais ils ne purent jamais se résigner à un tel destin. Aussi leur lutte contre la vieille Monarchie prit-elle de jour en jour une ampleur plus étendue, jusqu'à atteindre son point culminant au cours de la Première Guerre Mondiale, dans des désertions en masse de soldats slovènes et croates qui venaient rejoindre les rangs de l'Entente de l'autre côté du front et dans des mutineries armées (Judenburg). Malgré de nombreuses arrestations et exécutions, l'Autriche ne put réussir à étouffer ce mouvement.

Lorsqu'en 1918 l'Autriche s'écroula sous les coups des armes de l'Entente et sous la pression intestine des peuples opprimés, et que de nouveaux Etats nationaux se formèrent sur ses ruines, les Slovènes et les Croates virent poindre l'espoir de leur libération et de leur union prochaine.

Or, à ce moment même, ils eurent à subir un démembrement sans précédent dans leur histoire, causé par l'établissement de nouvelles frontières et qui fut opéré en raison de promesses antérieures données à l'Italie voisine, concernant la cession de parties de territoires ennemis austro-hongrois, cession reconnue plus tard après la victoire, sans tenir compte des frontières ethniques des peuples opprimés d'Autriche-Hongrie, Slovènes et Croates.

C'est ainsi que furent cédés à l'Italie, par les traités de paix, toute la Goriška, une partie de Kranjska (Carniole) avec Idria et Postojna, une partie de la Koruška (Carinthie) appelée Kanalska Dolina (Valcanale), Trieste, l'Istrie avec ses îles, Rijeka (Fiume), Zadar (Zara) et les îles dalmates de Lastovo (Lagosta) et de Pelagruž (Pelagosa). Ces provinces et ces villes font ethniquement, géographiquement et économiquement partie intégrante de la Slovénie et de la Croatie, avec une minorité italienne dans quelques villes et îles à population mixte. L'Italie a retenu le territoire slovène de la Beneška Slovenia.

C'est pourquoi les Slovènes et les Croates continuèrent la lutte pour l'affranchissement du joug italien, lutte particulièrement âpre dans les régions assujetties où les Slovènes et les Croates furent privés de tous droits, même de ceux dont bénéficient les minorités.

Pendant plus de vingt ans, à partir de la violation des traités par l'occupation brutale de Fiume dont elle garantissait le statut de ville libre,

l'Italie mena envers la Yougoslavie une politique d'agression qui mettait constamment en péril la paix dans les Balkans et sur l'Adriatique.

Survint la Deuxième Guerre Mondiale. L'Italie, alliée à l'Allemagne, attaqua la Yougoslavie et occupa de nouvelles provinces yougoslaves. Ce fut une véritable expédition de bandits. L'armée d'occupation italienne pilla les richesses naturelles du pays, incendia des villages entiers, priva les habitants de tous droits politiques, en exécuta des milliers comme otages et en jeta par dizaines de milliers dans des camps de concentration où la plupart y laissèrent leur vie.

Aussi les peuples yougoslaves luttèrent-ils avec une résolution égale contre les envahisseurs italiens aussi bien que contre les envahisseurs allemands. Les Slovènes et les Croates sous la domination italienne prirent également les armes et entrèrent dans la lutte avec un seul but en vue: leur libération et leur union.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes fut un des buts les plus importants de la lutte des Nations Unies. La victoire des Nations Unies a créé des conditions pour la réalisation totale de ce but et par conséquent pour la libération finale et l'union de tous les Yougoslaves. Pendant toute la guerre ils ont combattu aux côtés des Alliés et ont subi, pour la cause commune, des sacrifices énormes qui, en vies humaines seulement, atteignent plus de 1,700.000 hommes.

Une paix qui priverait une nation aussi constante dans son amour pour la liberté du droit de s'unir, serait une paix contraire à l'équité et à la justice.

C'est pourquoi la Yougoslavie s'adresse aux Gouvernements de ses grands Alliés en leur demandant que ces revendications soient examinées en toute impartialité.

Elle espère que les Gouvernements alliés lui reconnaîtront ses droits aux territoires qui, ethniquement appartiennent à ses peuples, Croates et Slovènes, avec les rectifications nécessaires à une vie économique et culturelle normale de ses régions limitrophes occidentales d'une part et d'autre part à la défense de sa frontière occidentale.

Le droit de la Yougoslavie aux territoires susmentionnés dont la partie principale est généralement connue sous le nom de Marche Julienne est basé sur des faits incontestables.

GEOGRAPHIE DE LA MARCHE JULIENNE

Le Littoral Slovène avec la Beneška Slovenia (Slavia Italiana), Trieste et l'Istrie constituent dans son ensemble un territoire connu sous le nom de Marche Julienne. C'est un territoire situé d'une part entre la frontière politique italo-yougoslave à l'est, telle qu'elle fut fixée par les Traités de paix et d'autre part la frontière ethnographique italo-yougoslave à l'ouest.

La frontière ethnique italo-yougoslave, au point de vue géographique est nette et bien définie. Elle se confond presque avec la frontière qui passe entre le système des montagnes Dinariques et les Alpes Juliennes

d'un côté et la Plaine italienne du Nord de l'autre. La plaine est habitée par des Italiens ou pour mieux dire des Friouliens, mais, déjà dans les premiers villages des terrains montagneux vit une population yougoslave homogène. Entre les deux territoires ethniques homogènes se trouve par endroit une étroite zone mixte.

La plus petite partie de la Marche Julienne septentrionale appartient au système des Alpes Juliennes. La majeure partie du sud appartient aux chaînes dinariques qui s'étendent du nord-ouest vers le sud-est. Cette direction est caractéristique pour la zone montagneuse et pour les îles que l'on rencontre tout le long de la Yougoslavie du sud-ouest. Parallèlement au système Dinarique s'étend la rive est de la Mer Adriatique qui a le même caractère à partir de Tržić (Monfalcone), au nord-ouest de Trieste, jusqu'au golfe de St. Jean de Médoua près de la frontière albanaise où elle se dirige vers le sud. La Marche Julienne se rattache par sa plus petite partie septentrionale à la région alpine tandis que par sa majeure partie méridionale elle est en fait la première région des montagnes Dinariques qui caractérisent la Yougoslavie du sud-est. Elle appartient ainsi aux Balkans et en aucun cas ne fait partie de la Plaine italienne du Nord, pas plus que de la Péninsule des Apennins.

HISTOIRE DE LA MARCHÉ JULIENNE

Dépuis les Grandes Migrations la partie de la Marche Julienne appelée LITTORAL SLOVÈNE est peuplée de Slovènes d'une façon homogène. Le Littoral Slovène englobe la Goriška, des parties de la Carniole avec Idria et Postojna, une partie de la Carinthie (Kanalska Dolina-Valcanale), la Beneška Slovenija (Vénétie Slovénienne), c'est-à-dire les parties du territoire ethnique slovène qui, après la Première Guerre Mondiale, restèrent en dehors de la Yougoslavie sous la domination italienne. Le féodalisme dans ces régions était allemand. Vers la fin du Moyen-âge, les Habsbourgs en tant qu'héritiers des familles féodales allemandes, font leur apparition; jusqu'en 1918 — exception faite de la courte période des guerres napoléoniennes — ils maintinrent leur domination dans ce pays comme dans les autres pays slovènes. Aux XIXe et XXe siècles les Slovènes développèrent une forte vie politique, économique et culturelle dans tout le Littoral Slovène où ils n'avaient ni écoles italiennes ni partis politiques italiens. La seule agglomération mixte sur le territoire du Littoral Slovène est Gorica, ville au nom slovène, fondée par les comtes allemands de Gorica, où, pendant des siècles, vécurent les Slovènes, les Allemands et les Italiens ou pour mieux dire les Friouliens.

Le seul territoire du Littoral Slovène qui échappa à la domination continue autrichienne fut la petite Beneška Slovenija, zone située immédiatement au nord-est de la ligne Čedad (Cividale) — Tarčent (Tarcento) — Humin (Gemona) qui, à partir du XVe siècle jusqu'en 1797 fut sous la domination de la République de Venise d'où elle tire son nom Beneška Slovenija (Slovénie Vénitienne); ensuite elle tombe sous la domination autri-

chienne, sauf pendant la courte période napoléonienne, et à partir de 1866 fait partie du Royaume d'Italie.

Depuis les Grandes Migrations, L'ISTRIE elle aussi est peuplée de Croates et de Slovènes. Elle fut sous la domination byzantine jusqu'en 788, ensuite sous la domination franque et plus tard soumise à celle des féodaux allemands. Une partie de l'Istrie à l'est de Raša (Liburnija) — peuplée homogènement de Croates — vécut d'abord sous la domination croate, ensuite sous celle des féodaux allemands. Tandis que les villes le long de la rive occidentale de l'Istrie restent romanes, et que le pouvoir féodal dans la région demeure allemand à travers de longs siècles, une énorme majorité de la population est croate et slovène. Vers la fin du Moyen-âge, l'Istrie est partagée politiquement en deux parties. La partie principale tombe sous la domination des Habsbourgs, tandis que la rive occidentale est aux mains de la République de Venise jusqu'à la chute de celle-ci en 1797. C'est pourquoi les parties orientale et centrale de l'Istrie sont entièrement yougoslaves par la population, tandis que l'on trouve à l'ouest des enclaves dont la population est mixte. Les habitants romans y ont conservé la position sociale privilégiée qu'ils avaient en relation avec la population rurale slave avant et pendant la domination austro-hongroise. Mais en dépit de ces discriminations la majorité yougoslave en Istrie qui jusqu'alors avait développé l'héritage de l'ancienne littérature slovène ecclésiastique, de la littérature protestante et d'un riche folklore commença, au cours des XIXe et XXe siècles, à jouer un rôle de plus en plus grandissant dans la vie économique, culturelle et politique du pays.

L'histoire de TRIESTE se distingue de celle des villes romanes de l'Istrie en ce sens que, dès 1382, Trieste se trouvait sous l'occupation autrichienne et voyait toujours en Venise son plus grand ennemi. Le développement de la ville de Trieste commença au XVIIIe siècle alors qu'elle l'emportait sur les villes romanes d'Istrie, développement qui fut possible par le fait même que Trieste appartenait politiquement à son hinterland naturel du nord-est. Et de même qu'auparavant Trieste avait toujours combattu la République de Venise, en 1848 elle était adversaire de l'annexion à l'Italie. En effet, l'irrédentisme italien ne put jamais, ni par la suite, se développer puissamment à Trieste et ceci pour plusieurs raisons: 1) on savait parfaitement bien à Trieste que la prospérité de la ville dépendait de son hinterland qui n'était pas italien; 2) la population de la ville était toujours mixte et aux XIXe et XXe siècles la vie économique, culturelle et politique des Slovènes atteignit son apogée de sorte que le Parti National Slovène, aux dernières élections autrichiennes, réunit près du tiers des voix, sans compter celles que les ouvriers slovènes donnèrent à la liste unique italo-slovène social-démocrate; 3) Une grande partie de la population représente les ouvriers italiens et slovènes organisés dans le parti susmentionné qui fut toujours adversaire de l'annexion à l'Italie et qui, avec les votants du Parti National Slovène, eurent la majorité absolue des voix dans les élections précitées.

Au cours de la Deuxième Guerre Mondiale ces Italiens de Trieste ont très nettement manifesté à nouveau leur volonté de se joindre à l'orga-

nisme d'Etat qui devait englober la majorité slovène de la Marche Julienne, c'est-à dire à la Yougoslavie. Ils aidèrent dès le début le mouvement partisan, entrèrent dans ses rangs et pendant la dernière année de la guerre formèrent des unités de combat indépendantes dans le cadre de l'armée yougoslave. Après la libération de Trieste, une grande majorité d'Italiens de cette ville collabora à l'instauration des pouvoirs locaux mixtes, prit part aux élections du conseil municipal mixte auquel ils donnèrent leur plein appui.

Cet aperçu historique ne serait pas complet si l'on n'ajoutait quelques mots sur la situation des Slovènes et des Croates de la Marche Julienne sous la domination italienne pendant la période comprise entre les deux Guerres Mondiales. Les Yougoslaves soumis à la domination italienne par les traités de paix élurent, à la fin de la première guerre mondiale, leurs représentants au parlement de Rome et protestèrent contre l'annexion de leur pays opérée sans le consentement de la population. Mais entretemps se fit sentir une lourde oppression des minorités slovène et croate en Italie. Cette oppression commença entre 1918 et 1922, antérieurement à l'avènement du régime fasciste. Elle fut introduite par des Gouvernements pré-fascistes et le fascisme lui-même ne fit que l'aggraver.

Sous le fascisme, les Yougoslaves perdirent leurs représentants au Parlement mais leur autonomie régionale dont ils jouissaient sous la domination autrichienne ne fut jamais rétablie après la guerre; leur autonomie communale fut supprimée et l'administration des communes confiée à des représentants du régime fasciste, nommés par le Gouvernement italien. Dans les tribunaux et autres institutions d'Etat, la seule langue autorisée était l'italien, les fonctionnaires Slovènes et Croates furent révoqués. En ce qui concerne les écoles, les Slovènes et les Croates avaient en 1913, dans cette région, 488 écoles communales avec un total de 942 classes, 66.962 élèves et 1350 instituteurs. La réforme du ministre Gentili en 1923 n'autorisa que les écoles communales italiennes et les instituteurs yougoslaves furent renvoyés ou déplacés à l'intérieur de l'Italie. Les langues croate et slovène furent rejetées des autres écoles; l'enseignement privé en fut interdit même dans le cercle de famille le plus restreint. Les sociétés politiques, économiques et culturelles furent dissoutes, les associations coopératives introduites de force dans le système corporatif fasciste, les journaux slovènes et croates furent interdits, de même que la publication des livres slovènes et croates et l'importation des livres et journaux provenant de Yougoslavie. Les organisations fascistes de la jeunesse et des adultes avaient le devoir d'italianiser complètement les Slovènes et les Croates. Afin de donner un caractère purement italien à la région, on changea officiellement non seulement les noms géographiques, mais encore les noms de famille et prénoms; toute inscription non italienne fut interdite, même celle des monuments funéraires. Après la signature du concordat avec le Vatican en 1929, les évêques qui s'étaient opposés à la politique de dénationalisation furent révoqués et à leur place furent installés des évêques qui exercèrent une pression sur le bas-clergé, dans l'esprit du ré-

gime, tendant à activer l'italianisation. Alors commença une colonisation italienne systématique des agglomérations agraires slovènes et croates. On favorisa l'émigration des Slovènes et Croates en Amérique, en France et en Yougoslavie, et on organisa l'immigration des Italiens de la Péninsule dont le nombre atteignait déjà au début de cette guerre 150.000 hommes. Une résolution fut apportée pour la fondation, sous Italo Sauro, d'un bureau spécial chargé de donner au Gouvernement des avis afin d'activer l'italianisation de la Marche Julienne.

Cette politique de dénationalisation forcée était accompagnée d'une terreur qui fut d'abord »illégale« mais tolérée en réalité par les autorités. Par exemple, en 1920 le monumental »Narodni Dom«, siège des organisations nationales slovènes à Trieste, fut réduit en cendres. On peut citer encore d'autres exemples: l'attaque des bureaux du journal slovène »Edinost« à Trieste (1918); la destruction de la »Société d'imprimerie catholique slovène« à Pazin; la destruction du »Radnički Dom« (la Maison des ouvriers à Trieste) et du »Narodni Dom« à St. Ivan (1920). Ces actions terroristes se déroulèrent presque chaque jour particulièrement au cours des élections, au cours du recensement de la population et à diverses grandes reprises. Tout cela avec le consentement des représentants de l'Italie libérale d'alors et peut-être même avec leur aide. Plus tard cette terreur devint légale lorsque les fascistes vinrent au pouvoir, et se manifesta par le système propre au fascisme: internements, emprisonnements dans les camps de concentration, simulacres de jugements émanant du tribunal spécial (Tribunale Speciale) en vertu desquels un grand nombre de Yougoslaves de la Marche Julienne fut condamné à mort ou aux travaux forcés. Le projet de transférer tous les Slovènes et Croates hors de la Marche Julienne fut accepté en principe par Mussolini en juillet 1942 lors de son séjour à Gorica.

C'est sous l'impression causée par l'élan considérable du soulèvement de Libération Nationale dans la Marche Julienne que cette décision fut prise, mais les événements de la guerre et le succès du mouvement de Libération Nationale empêchèrent la réalisation de ce projet.

ETHNOGRAPHIE DE LA MARCHE JULIENNE

La frontière ethnique commence sur la rive Adriatique à 25 km nord-ouest de Trieste, à Tržič (Monfalcone), ville industrielle à population mixte, s'étend vers le nord jusqu'au confluent de la rivière Vipava (Vipacco) et de la Soča (Isonzo), suit la Soča jusqu'à un certain point au sud de Gorica (Gorizia) et tourne alors vers l'ouest parallèlement à la ligne de chemin de fer Gorica-Udine jusqu'à Krmin (Cormons). De là elle tourne au nord vers Čedad (Cividale), ville à population mixte et continue vers le nord-ouest, passe à travers des communes situées le long de la route Čedad-Tarčent (Tarcento) et mixtes au point de vue ethnique. Au nord de Tarčento la frontière ethnique tourne vers le nord et ensuite vers l'est de façon à enserrer la vallée slovène de la rivière

Rezia (Resia), affluent du fleuve Bela (Fella) qui de son côté est l'affluent du Taliamento (Tagliamento) et se prolonge vers le mont Kanin (Mte Canin 2585 m.). La frontière continue alors dans la direction du nord-ouest, le long de l'ancienne frontière austro-italienne et entre les stations de chemin de fer Pontabelj (Pontafel) et Ponteba (Pontribba) sur la ligne de chemin de fer Venise-Vienne pour atteindre enfin le mont Roskofel (Mte Cavallo 2239 m.) où commencent des agglomérations à langue allemande. De cette façon la frontière ethnique, dans son secteur du sud seulement jusqu'aux environs de Gorica, se confond généralement avec la rivière Soča tandis que dans sa partie septentrionale elle s'étend loin à l'Est de la Soča. Dans le secteur sud seulement (de la Mer Adriatique jusqu'à Krmin) elle passe plus à l'est de la frontière d'Etat austro-italienne de 1914. Dans le secteur moyen (entre Krmin et Kanin) la frontière ethnique se prolonge plus à l'ouest de cette ancienne frontière; là se trouve la Beneška Slovenija où, même d'après le recensement officiel italien de 1921 vivaient 33.932 Slovènes. Dans le secteur nord la frontière ethnique correspond à l'ancienne frontière austro-italienne.

Telle est la frontière ethnique actuelle. A l'est de cette ligne, du côté yougoslave, il n'y a jamais eu depuis les Grandes Migrations des populations romanes agraires. Mais à l'ouest de cette ligne, les Slovènes ont perdu sous la pression italienne d'importants territoires. En plus des documents historiques, les nombreux noms slovènes de pays sur le territoire mentionné en font foi; ce sont: Touriak (Touriaco), Gradiška, Ločnik, dans la vallée de la Soča; Belgrado, Goricica (Goricizza), Passian Schiavonescho, etc. dans la plaine de Frioul; Dunja (Dogna), Reklanica (Raccalano) etc. dans les vallées montagneuses des Alpes Juliennes.

La population de la partie nord de la Marche Julienne était complètement slovène avant 1918, à l'exception de la ville de Gorica. Cette partie forme le LITTORAL SLOVENE. D'après le dernier recensement (1936) elle compte 288.000 habitants. C'est la seule partie de la Marche Julienne qui, à l'ouest, ait un contact territorial avec le territoire ethnique italien ou pour mieux dire Frioulien. Cependant, pas une ville ni un village dans cette contrée — à l'exception de Gorica — ne contient de minorité italienne.

La ville de Gorica dans l'enceinte même de la commune avait, d'après la statistique officielle de 1910, sur 44.353 habitants, 21.845 Yougoslaves, soit 49% de la population et même d'après la statistique italienne de 1921, sur 42.360 habitants 17.388 Yougoslaves soit 41%. En réalité plus de la moitié de la population de la ville est yougoslave. La ville est entourée de tous côtés, y compris le côté ouest, par un territoire slovène homogène; elle représente un centre de la région qui est 100% slovène et qui est son hinterland naturel.

La partie de la Marche Julienne appelée ISTRIE est une presqu'île triangulaire entre le golfe de Trieste et le golfe de Kvarner. Elle englobe un certain nombre d'îles parmi lesquelles les plus grandes sont: Cres (Cherso) et Lošinj (Lussin). L'Istrie se trouve au sud-est d'une frontière millénaire ethnique italo-slovène et n'a aucun contact avec le territoire

ethnique italien, étant donné qu'entre eux s'étend le Littoral Slovène. Sur le territoire de la vieille province autrichienne de l'Istrie qui fut en 1920 annexée à l'Italie vivait, d'après le dernier recensement italien de 1936 une population de 350.000 habitants. Dans ce recensement la nationalité n'a pas été enregistrée. Le premier recensement autrichien de 1846 qui contient ces données renferme les chiffres suivants: 60.000 Italiens (26,31% de la population), 165.540 Croates et Slovènes (72,99%), 1.555 Roumains (0,68%) et 40 Juifs (0,02%). Les recensements ultérieurs autrichiens ne peuvent être pris en considération étant donné que les chiffres furent établis d'après la langue parlée et non pas d'après la langue maternelle. A cette époque, la langue généralement usitée dans toute la Mer Adriatique, parmi les marins et commerçants de toutes nationalités, était la langue italienne. En outre, ces recensements ont été établis par les municipalités des villes qui, à ce moment-là étaient aux mains des Italiens. Il est vrai que les rapports entre Italiens et Yougoslaves au cours du siècle dernier ont changé au détriment de ces derniers, par suite de la dénationalisation des Yougoslaves et de l'immigration systématique des Italiens de la Péninsule; malgré cela les Italiens ne constituent pas, même aujourd'hui le tiers de la population de l'Istrie, telle qu'elle a été annexée à l'Italie en 1920.

La partie est de l'Istrie (Liburnia) et ses parties centrales sont entièrement yougoslaves; la minorité italienne n'y compte que quelques milliers d'hommes en tout. Dans la partie ouest, la minorité italienne forme 9 petits îlots ethniques isolés à population mixte. Ce sont: Milje (Muggia), Kopar (Capo d'Istria), Isola, Piran, Umag (Umago), Novigrad (Città Nova), Poreč (Parenzo), Rovinj (Rovigno), Vodnjan (Dignano), Pula (Pola). La minorité italienne vit en général dans les villes, tandis que la population rurale est presque entièrement croate et slovène.

La ville de TRIESTE et ses environs constituent une partie de la Marche Julienne. Sur le territoire actuel de la commune de Trieste existait il y a 200 ans une petite ville maritime italienne de 4.000 habitants et plusieurs villages slovènes situés au bord de la mer, des deux côtés de la ville et dans l'hinterland. La ville de Trst — c'est son nom yougoslave — n'avait en ce temps là, pas plus qu'aujourd'hui, aucun contact territorial avec le territoire ethnique italien. Le développement normal de la ville a été entravé par l'hostilité de Venise qui, avec ses 140.000 habitants, tenait entre ses mains le monopole de la navigation sur la mer Adriatique. Après l'effondrement de la puissance vénitienne elle perdit ce monopole; la ville de Trieste grâce au progrès technique et économique commença à prendre rapidement de l'essor. D'après la dernière statistique de 1936, la population s'élève à 252.431 habitants. Elle se compose presque exclusivement d'immigrés de nationalités les plus diverses, en premier lieu les immigrés yougoslaves, ensuite les immigrés italiens. Ces immigrés, de n'importe quel pays qu'ils vinssent, se servirent de la langue italienne comme langue généralement parlée de telle sorte qu'ils devinrent pour la plupart une population à langue italienne bien qu'ils ne l'eussent été auparavant. Au début de ce siècle ce processus s'arrêta au moment où les Slovènes se mirent à

jouer un rôle plus important au point de vue culturel, politique et autre. Le nombre des Slovènes et des Croates commença à monter mais l'annexion de la ville à l'Italie en 1918 changea brutalement la situation. Les autorités italiennes employèrent tous les moyens dont elles disposaient pour l'italianisation de la population slovène. Elles changèrent les noms des familles slovènes en noms italiens, interdirent l'emploi de la langue slovène dans la famille même etc. En outre elle firent venir à Trieste 50.000 Italiens de la Péninsule, comme fonctionnaires, employés, instituteurs, ouvriers, policiers etc. En dépit de tous ces efforts un tiers des habitants de la commune de Trieste est encore aujourd'hui yougoslave. Les Italiens ne sont en majorité que dans le centre de la ville, tandis que dans les faubourgs, la majorité est Slovène même d'après le recensement autrichien de 1910 auquel on ne peut donner foi tandis que dans la banlieue la population est purement slovène. Il n'y a aucun recensement officiel concernant la position nationale de la population de Trieste auquel on pourrait se fier. D'après le recensement autrichien de 1846 il y avait dans la commune de Trieste 43.940 Italiens (soit 54,5% de la population), 25.000 Slovènes (31,5%); 8.830 Allemands (9,9%) et 3.060 Juifs (3,8%). Les recensements ultérieurs sont équivoques pour les mêmes raisons. Ils ont été faits par les autorités municipales se trouvant aux mains des Italiens; les habitants ont été inscrits d'après la langue parlée et non d'après la langue maternelle. Malgré ces méthodes le recensement de 1910 reconnaît le même pourcentage de yougoslaves que le recensement susmentionné, c'est-à-dire 31% (59.319) ce qui est évidemment une affirmation erronée car à ce moment les Yougoslaves comptaient au moins 80.000 habitants plus de 40% de la population.

La ville de RIJEKA (Fiume) peut-être également considérée comme une partie de la Marche Julienne. Au cours des siècles Rijeka était une petite ville croate où les Italiens vivaient en petit nombre. Le recensement autrichien de 1851 compte 11.581 Croates et 691 Italiens. Lorsque en 1870 Rijeka fit partie de la Hongrie, les autorités hongroises commencèrent à favoriser les Italiens aux dépens des Croates. Par suite de cette politique le nombre d'Italiens et de Croates italianisés augmenta et les Italiens affirmèrent qu'en 1910 le nombre d'habitants à Rijeka atteignait 50%, ce qui est fortement exagéré. Il y avait toujours à Rijeka une population en majorité yougoslave. En outre la ville est entourée de tous côtés par des éléments croates et en réalité ne fait qu'une ville avec Sušak qui est entièrement croate.

Certaines parties de la Dalmatie furent également données à l'Italie à la fin de la Première Guerre Mondiale. C'est ainsi que Zadar (Zara) et les îles Lastovo (Lagosta) et Pelagruž (Pelagosa) tombèrent sous la domination italienne. Ces territoires situés le long de la rive yougoslave de l'Adriatique servirent uniquement de point de départ à l'expansion italienne dans les Balkans. Au point de vue ethnique Lastovo et Pelagruž sont tout à fait croates, tandis que la ville de Zadar toujours à ce même point de vue est mixte. D'après le recensement officiel autrichien de 1910, sur

19.946 habitants 7.108 sont Croates; ce recensement à Zadar fut fait par la municipalité qui se trouvait aux mains des Italiens et fut uniquement basé sur la langue parlée.

Avant la première guerre mondiale (1913), il y avait sur le territoire de la Marche Julienne 448 écoles primaires élémentaires slovènes avec 66.950 élèves, ainsi que deux écoles communales et 7 lycées. Il y avait un lycée où l'enseignement se faisait en langue slovène à Gorica et un autre en langue croate à Pazin; un lycée à Idria, une école primaire supérieure à Opatija, une école normale primaire de jeunes gens et de jeunes filles à Gorica et une école normale primaire à Pazin.

Dans l'ensemble, sur le territoire de la Marche Julienne qui s'étend entre la frontière politique italo-yougoslave d'avant guerre et la frontière ethnique italo-yougoslave, on compte 970.000 habitants dont 650.000 Yougoslaves. La population italienne habite presque exclusivement les villes au bord de la mer (Trieste, les villes d'Istrie, Rijeka); un petit nombre d'Italiens vit à Gorica et un nombre insignifiant vit dans les autres villes à l'intérieur de l'Istrie.

LA STRUCTURE ECONOMIQUE DE LA MARCHE JULIENNE

Le fait le plus important dans la structure économique de la Marche Julienne est la présence de Trieste sur son territoire. Trieste est le débouché maritime naturel de la Yougoslavie du Nord et l'unique port de son Etat fédéral slovène.

Trieste n'est pas reliée par un fleuve à son hinterland dont elle est le port naturel, condition qui permettrait d'assurer des transports à l'intérieur du pays. Au cours de plusieurs siècles, Trieste ne fut reliée à son hinterland que par des routes et c'est au milieu du siècle dernier (1857) que fut terminée la construction de la ligne principale de chemin de fer Trieste-Ljubljana-Maribor-Vienne. A cette ligne vient s'ajouter aujourd'hui la ligne Trieste-Gorica-Sv. Lucija-Jesenice-Beljak (Villach).

Cette particularité a deux conséquences importantes:

La première est une tendance vers un développement à Trieste même, et le long de la voie ferrée qui la relie à son hinterland, d'une industrie manufacturière dont la tâche consiste à transformer les matières premières importées par mer et destinées à l'intérieur, en produits demi-fabriqués et entièrement fabriqués qui supportent mieux les frais de transports par chemin de fer. Cette tendance a contribué sous la domination austro-hongroise (alors que les communications entre Trieste et son hinterland étaient libres et favorisées par le »tarif adriatique«) à la création à Trieste même d'une industrie manufacturière (aciéries, raffineries de naphte etc.) et dans la région du Littoral Slovène et de la Slovénie actuelle yougoslave, de toute une série d'usines de métallurgie et de fabriques de textiles. Il faut particulièrement mentionner ici les centres industriels de Tržič (Monfalcone), Gorica, Ljubljana, Jesenice, Kranj, Celje, Štore, Maribor et autres régions industrielles de moindre importance.

Ce territoire forme avec Trieste un tout économique que l'on peut appeler l'hinterland industriel de Trieste. Il s'étend au loin vers l'est et dans un sens plus large englobe aussi toute la plaine de la Save. Les grandes ressources naturelles que ce territoire offre aux parties éloignées de la Yougoslavie n'ont pu être utilisées pendant les 20 dernières années, mais ces ressources existent et elles doivent être prises en considération. Cet hinterland industriel participe de diverses autres façons à la vie économique de Trieste. Il est pour Trieste, — en même temps qu'une source de matières premières, telle que le bois (des forêts slovènes et du reste de la Yougoslavie), le charbon (de Trbovlje), le chanvre, les plantes industrielles, — une source de produits alimentaires et de main-d'oeuvre. De plus il faut mentionner que la main-d'oeuvre yougoslave a contribué dans une importante mesure au progrès et au bien-être de Trieste. Elle a été d'une importance particulière pour la marine marchande de cette ville dont le développement intense est dû en majeure partie aux marins, capitaines et armateurs yougoslaves. Les fondateurs des entreprises maritimes les plus en vue à Trieste (Kozulić, Tripković, Martinolić, Topić) sont tous d'origine yougoslave.

Trieste elle-même a encore un intérêt qui la lie à son hinterland. Elle a besoin de la Yougoslavie qui est l'unique pays dans l'hinterland capable de consommer sa production industrielle locale.

La deuxième conséquence des circonstances susmentionnées ressort de la dépendance économique de Trieste envers la politique de transports de l'Etat auquel appartient l'hinterland. Trieste ne peut prospérer que si elle est favorisée par une politique de transport et plus particulièrement celle des tarifs ferroviaires de son hinterland. La moindre augmentation des tarifs peut paralyser sérieusement une grande partie du trafic entre le port et l'intérieur. Il est donc évident que Trieste ne peut prospérer que si l'Etat dont dépend son hinterland est intéressé au bien-être de la ville. Une solution équitable par laquelle Trieste et son hinterland industriel feraient partie d'un même Etat, serait également d'une grande importance pour les pays qui utilisent Trieste comme port de transit. Ces Etats trouveront leur intérêt dans une politique de transports favorable à Trieste, politique que l'Etat dont dépend l'hinterland mènera dans son propre intérêt, c'est-à-dire dans l'intérêt de l'hinterland industriel de Trieste.

Au cours des 20 dernières années, Trieste a pu se rendre compte de ce que signifiait pour son économie le fait d'être coupée de la plus grande partie de son hinterland industriel. Au point de vue économique l'Italie, dont les provinces abondent en ports, n'avait nullement besoin de Trieste. Pour elle cette ville n'offrait qu'un intérêt politique et constituait comme tous ses avant-postes du côté yougoslave sur l'Adriatique, le point de départ de son expansion dans l'Europe Centrale et dans les Balkans. Aussi l'Italie n'a-t-elle jamais voulu faire de dépenses au point de vue économique pour activer artificiellement le trafic du port de Trieste.

Par contre, la Yougoslavie a un grand besoin de Trieste qui est le port le mieux approprié aux besoins d'une importante partie de son ter-

ritoire et qui représente l'unique débouché de l'unité fédérale slovène. Elle est intéressée à la prospérité économique de Trieste, qui représente en même temps la prospérité de son vaste hinterland industriel comprenant, ainsi qu'il a été déjà dit, tout le territoire peuplé de Slovènes des deux côtés de la frontière politique d'avant-guerre, ainsi que toute la plaine de la Save. Elle a donc tout intérêt à faciliter et à favoriser les lignes de communications entre ce grand port et son hinterland.

L'histoire récente de ce port, illustre très nettement les faits exposés plus haut. Les relations étroites touchant aux communications et à la production entre Trieste et son hinterland furent interrompues après la Première Guerre Mondiale lorsque la ville et la Marche Julienne échurent à l'Italie. Il s'ensuivit une diminution dans le trafic du port. Avant la Première Guerre Mondiale, l'ensemble du trafic annuel du port de Trieste avait augmenté chaque année en moyenne de 6,6%. Après la Première Guerre Mondiale, le trafic diminua chaque année en moyenne de 1,2%. Cette diminution est d'autant plus significative que l'ensemble du trafic des ports italiens, à l'exclusion de Trieste, augmenta pendant cette même période de 1,9% en moyenne et celui des ports yougoslaves de 3,9%. Les raisons de cette diminution sont de deux ordres différents.

En premier lieu, la séparation de Trieste et de son hinterland bouleversa son trafic international. Par sa tentative de se servir de Trieste pour augmenter son influence sur l'économie yougoslave, l'Italie a contraint la Yougoslavie à abandonner Trieste et à choisir Sušak comme port principal bien que petit et se prêtant mal aux exigences du commerce.

Pour se rattacher plus fortement l'Autriche, l'Italie lui accorda des tarifs ferroviaires de faveur qui lui permirent d'employer d'autres ports italiens, tel Venise, à la suite de quoi l'importance du trafic autrichien à Trieste diminua. Enfin l'Allemagne attira vers Hambourg une grande partie du commerce tchécoslovaque qui, avant la Première Guerre Mondiale gravitait vers Trieste.

En second lieu, cette séparation provoqua une débâcle économique générale à Trieste même et dans toute la région d'alentour (Marche Julienne). Une telle délimitation des frontières fut la cause de la décadence de Trieste qui provoqua inévitablement une crise permanente de toute la Marche Julienne. L'émigration de la population vers la Yougoslavie d'abord, ensuite en Amérique du Sud et en d'autres pays, prit une telle proportion que l'on estime à 90.000 le nombre des émigrés, près de 15% de la population yougoslave. L'Italie favorisait l'émigration, car celle-ci faisait diminuer ainsi le nombre des Yougoslaves.

La diminution du trafic de Trieste ne pouvait pas être évitée. Pour de pures raisons politiques, l'Italie prit une série de mesures financières pour redresser la vie économique de Trieste prête à s'éteindre mais elle n'y réussit pas. Ne faisant pas partie de l'hinterland de Trieste, l'Italie n'avait par conséquent pas la possibilité d'arrêter ce processus de décomposition de sa structure économique. Trieste ne peut vivre qu'à la condition d'être

liée au point de vue territorial et politique à son hinterland pour lequel elle a été édiflée.

Après un examen superficiel des statistiques de Trieste, on peut avoir, au premier abord, une impression erronée et croire à l'importance réelle de Trieste pour l'Italie. D'après elles il semblerait que la participation de l'Italie dans le trafic de Trieste fut de 22,1%. Cependant ce pourcentage se rapporte à peine à l'Italie. Plus de la moitié de ce trafic revient au territoire yougoslave annexé par l'Italie. Sur ce total, 5,9% échoit au trafic avec la Marche Julienne et 6,9% au trafic local, pour la plupart côtier. Ces deux positions ne peuvent être considérées comme représentant le trafic »italien« pour aussi longtemps que la Marche Julienne et son Littoral se trouve sous la domination italienne. Dès que l'on sépare la Marche Julienne de l'Italie la participation de l'ancienne Italie au trafic du port de Trieste tombe encore de 10%. En outre il faut tenir compte que cette participation revient à l'Italie en tant que pays d'outre-mer sur la base mercantile et non pas comme hinterland. En important à Trieste, des oranges, du riz etc. pour les réexpédier dans son hinterland économique, l'Italie joue envers Trieste le même rôle que l'Espagne ou la Grèce. Ce trafic de transit ne peut se maintenir que s'il existe un trafic correspondant entre Trieste et son hinterland économique, car l'importation des articles italiens à Trieste dépend des demandes de l'hinterland. Ceci explique la raison pour laquelle ce trafic de transit de l'Italie avec Trieste eut une plus grande importance avant la première Guerre Mondiale, lorsque la ville appartenait à l'Autriche, qu'après la guerre lorsqu'elle devint italienne.

La diminution de ce trafic était en effet générale. Le fait d'avoir séparé Trieste de son hinterland économique a eu des répercussions non seulement en Yougoslavie comme pays directement et principalement intéressé, mais aussi dans tous les autres pays pour lesquels Trieste était un débouché naturel au point de vue commercial, surtout l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

La situation anormale créée par cette séparation provoqua de grandes difficultés et porta préjudice à la Yougoslavie. Son trafic passant par Trieste était en diminution constante à partir de 1924. Tandis que dans son voisinage immédiat Trieste avec tout son outillage de port perfectionné restait pratiquement ruinée et sans utilisation, la Yougoslavie se trouvait devant le problème de chercher un port pour le transport de son commerce qui dans une grande mesure, était orienté vers la mer. Plus d'un quart du trafic yougoslave s'effectuait avec les pays d'outre-mer (tandis que le trafic maritime de l'Autriche ne représentait que 6% du total de son commerce extérieur). La Yougoslavie n'avait pas le choix, pour les besoins de toute sa partie nord la plus riche et la plus étendue, d'un autre grand port mondial, aussi dut-elle utiliser Sušak, petit port convenant mal, hâtivement construit et disposant de communications insuffisantes avec l'hinterland. Mais la déviation du trafic yougoslave vers Sušak ne fut pas la seule perte économique subie par la Yougoslavie par suite du détachement de Trieste. Ce qui fut encore plus préjudiciable à l'industrie yougo-

slave est le fait de la rupture des relations entre l'industrie de Trieste et cette branche de l'industrie yougoslave qui, avant la Première Guerre Mondiale était basée sur l'industrie manufacturière primaire de Trieste. Cette industrie yougoslave se trouva tout à coup séparée de ses sources qui avaient été jusqu'alors les plus avantageuses et fut obligée de s'approvisionner ailleurs en matières premières, à des conditions bien moins favorables, par suite de leur transport par chemin de fer. Ces malheureuses circonstances eurent comme résultat final une importante augmentation des prix de revient de la jeune industrie yougoslave. La séparation de Trieste fut donc une des causes de l'introduction en Yougoslavie d'une politique douanière protectionniste à outrance, accompagnée de toutes les conséquences déplorables qu'une telle politique entraînait pour la Yougoslavie et les pays intéressés à l'importation en Yougoslavie et à l'exportation hors de Yougoslavie.

A l'heure actuelle où le problème économique de l'Adriatique du nord se pose de nouveau, une seule solution est possible au point de vue économique: c'est l'annexion à la Yougoslavie de la Marche Julienne avec Trieste; ceci non seulement dans l'intérêt de ces territoires et de la Yougoslavie, mais aussi dans celui de l'Autriche, de la Tchéco-Slovaquie et des autres pays de l'hinterland, sans que ce fait portât le moindre préjudice à l'Italie.

Il faut souligner encore que la Yougoslavie contrôle la partie la plus importante de la principale voie ferrée reliant Trieste à l'hinterland et que les parties principales de l'autre importante voie ferrée Trieste-Gorica-Jesenice se trouvent sur un territoire ethniquement yougoslave. Par conséquent la Yougoslavie pourra mener à l'avenir, en ce qui concerne les principales artères de Trieste, une politique ferroviaire qui sera aussi profitable à cette ville qu'aux pays intéressés. Si Trieste appartenait à la Yougoslavie, celle-ci aurait tout intérêt d'y faciliter le plus possible le trafic autrichien, hongrois et tchécoslovaque via Trieste, car plus le trafic de Trieste serait augmenté, plus les frais de transbordement des marchandises yougoslaves diminueraient.

La différence entre l'Italie et la Yougoslavie au sujet de Trieste consiste justement en ce que cette dernière, contrairement à l'Italie, a besoin de l'industrie et du port de Trieste, tandis que l'Italie, même si elle le voulait, ne pourrait développer le trafic du port, car les parties principales de ses artères sont situées en territoire yougoslave.

Les besoins des autres pays de l'hinterland peuvent être satisfaits par l'établissement de zones douanières libres dans le port de Trieste.

L'internationalisation de Trieste n'est pas une solution. De nombreuses raisons vitales s'y opposent, mais les principales sont les suivantes: avant tout l'industrie de Trieste ne serait pas soumise aux mêmes mesures de politique économique que celle de la Yougoslavie du Nord à laquelle elle se rattache inextricablement. Un contact entre les deux systèmes industriels, dont l'un dépend de l'autre, serait rendu impossible, de sorte que la Yougoslavie serait automatiquement contrainte à chercher en

dehors de Trieste une solution sur la question des transports, solution qui serait contraire à ses propres intérêts, à ceux de Trieste et à ceux des Etats utilisant ce port.

En outre, la raison qui rend impossible l'internationalisation de Trieste est que Trieste ne peut subsister sans qu'on ne finance ses chemins de fer; elle ne peut le faire elle-même, car l'introduction de nouvelles taxes dans le port aurait un effet prohibitif sur son commerce. Alors même qu'il existerait d'une façon ou d'une autre des possibilités financières pour une telle opération, une telle politique de transports serait impossible, étant donné que les parties principales des voies ferrées se trouveraient à l'étranger.

Il ne faut pas se faire illusion au sujet de la possibilité pratique de relier par des accords les pays intéressés en vue de les amener à une politique de transport favorable à Trieste, si ces pays ne sont pas désireux de le faire eux-mêmes de leur plein gré. A St. Germain et à Trianon, les Etats Successeurs s'engagèrent à maintenir en vigueur, sur les voies ferrées triestines, les anciens tarifs adriatiques, mais ces engagements ne furent pas remplis, ces pays n'étant pas directement intéressés à la prospérité de Trieste. Le problème doit donc être envisagé d'une façon réaliste et il faut reconnaître que la seule solution de la question de Trieste et de la Marche Julienne au point de vue économique est le rattachement de ces pays à la Yougoslavie.

Ce qu'il a fallu prouver pour Trieste et le Littoral Slovène ne demande pas de preuves pour l'Istrie, Fiume, Zadar et les îles dalmates. Ces territoires n'ont presque pas de connexités économiques avec l'Italie. Ils forment avec la Yougoslavie un tout géographique et économique. La participation de l'Italie dans leur commerce est en tout point semblable à celle de ce pays dans le commerce de la Grèce, de la Turquie et de n'importe quel autre Etat de la Méditerranée.

ANNÉES DE GUERRE DANS LA MARCHE JULIENNE

Pendant les 25 années d'esclavage sous l'impérialisme italien, le peuple yougoslave de la Marche Julienne n'a non seulement point perdu le moins du monde le sentiment d'attachement envers ses frères de l'autre côté de la frontière d'avant guerre, mais il a opposé à cet impérialisme une résistance continue en combattant résolûment pour son unité et sa liberté. La lutte de ce peuple s'est intensifiée dès qu'en 1939 l'Allemagne, alliée de l'Italie, déclencha la Deuxième Guerre Mondiale et elle s'intensifia encore plus lorsqu'en 1940 l'Italie elle-même entra en guerre contre les Alliés à l'heure la plus critique de leur histoire. En 1941, alors que l'Allemagne et l'Italie occupaient la Yougoslavie et que les peuples de Yougoslavie entraient dans les rangs de l'Armée de Libération Nationale, la lutte du peuple de la Marche Julienne prit des proportions considérables et en 1942 se transforma en un soulèvement national général.

Les partisans de la Marche Julienne ont combattu dans des circonstances les plus difficiles sur un terrain dépourvu de forêts, qui, au point de vue productif, est tout à fait passif et auquel l'Italie tout comme l'Allemagne s'intéressait énormément car ce territoire était d'une importance capitale pour les opérations de guerre communes, étant donné qu'il est traversé par les trois lignes de chemin de fer reliant l'Italie à l'Allemagne. En dehors de ce territoire il n'y a que la ligne de chemin de fer du Brenner.

La population entière de la Marche Julienne a participé au Mouvement de Libération Nationale. Ni les offensives incessantes de l'ennemi menées avec une force numérique énorme contre les partisans, dans le but d'assurer les routes et les voies ferrées stratégiques, ni les fortes représailles sur la population civile que l'ennemi jetait dans les camps de concentration, emprisonnait et tuait, ni les incendies de villages entiers, ni les atrocités les plus cruelles, n'ont réussi à contenir le mouvement de libération de la population entière de la Marche Julienne. Au contraire, la force des unités partisans augmenta de plus en plus à l'aide du soutien le plus vigoureux de la population civile. Il est vraiment significatif de souligner la participation à la lutte dès 1941 d'un nombre important de partisans de la Beneška Slovenija, c'est-à-dire de cette partie de la Marche Julienne qui déjà en 1866 était tombée sous la domination italienne.

Le soulèvement national général et l'accroissement considérable des forces partisans prirent un vigoureux élan aux jours de la capitulation italienne. Dans toute la Marche Julienne, à l'exception des villes qui étaient déjà entre les mains des Allemands et d'autres où les Allemands entrèrent immédiatement après la capitulation, les pouvoirs publics italiens disparurent subitement. Le pouvoir fut pris partout par les comités du Mouvement de Libération Nationale sous l'égide desquels se rassembla le peuple entier qui, par l'intermédiaire de ses représentants et par de grandes manifestations, demanda l'adhésion de la Marche Julienne à la Yougoslavie. Dès lors les autorités italiennes n'existèrent plus. Le pouvoir du peuple fut reconnu là-même où il n'y avait pas d'armée yougoslave, jusqu'aux faubourgs des grandes villes.

Le soulèvement de libération slovène et croate fut également soutenu par la population italienne antifasciste. Cette collaboration devint de plus en plus étroite en 1942—1943, ce qui est prouvé par la présence de brigades italiennes dans l'armée yougoslave. Dès la fin de 1944, elle se développa en un mouvement commun italo-slovène-croate comprenant des organisations importantes de femmes, de jeunesse et d'ouvriers; l'organisation des ouvriers unifiés (Unità operaia) se transforma après la libération en syndicats unifiés.

Dans cette ville de Trieste ethniquement mixte le 9^e corps de l'armée yougoslave organisa la «Komanda grada» (le Commandement de la ville), c'est-à-dire un Etat-Major ayant pour devoir d'organiser des unités militaires armées illégales de Slovènes et d'Italiens. Ces unités

comptaient vers la fin des hostilités 5.000 hommes environ. Elles effectuèrent d'incessantes actions armées dans la ville même et infligèrent d'importantes pertes à l'envahisseur. Lorsque la 4e armée yougoslave se rapprocha, le Commandement de la ville donna le signal du soulèvement et aida fortement l'armée régulière à libérer la ville au plus vite.

Il ressort de tout ce qui vient d'être relaté qu'il existe dans la Marche Julienne un mouvement général et spontané de libération nationale dont le but est le rattachement de ce pays au territoire de la Yougoslavie Démocratique et Fédérative.

Dans la Marche Julienne au cours de la guerre, en 1944—1945, se trouvaient environ 30.000 soldats, Slovènes et Croates, dans les rangs des unités partisans. En dépit des conditions défavorables du terrain et des attaques violentes et incessantes de la part de l'ennemi dont les opérations étaient facilitées par un réseau dense de routes automobiles sur tout le territoire, et pendant toute la durée de la guerre, furent menées des actions partisans continuelles: destruction de voies ferrées, attaques de transports et sabotages rendant impossible le transport régulier ennemi. Par leur activité, les forces partisans immobilisaient dans la Marche Julienne huit divisions ennemies.

Mais ceci n'est pas tout. A côté des forces qui se trouvaient dans la Marche Julienne même, ont lutté, dans les cadres de l'armée yougoslave, 15.000 hommes originaires de la Marche Julienne. La majeure partie de ces combattants étaient des Slovènes et des Croates dont l'Italie fasciste avait formé les »battaglioni speciali«; pour des raisons de méfiance politique elle ne les avait pas armés et les employait à divers travaux obligatoires à l'intérieur de l'Etat italien. Après la capitulation de l'Italie ils demandèrent aux autorités anglo-américaines dans l'Italie du Sud et du Centre qu'il leur soit donné la possibilité de combattre dans les unités de l'armée yougoslave. Les brigades ainsi formées furent incorporées dans la 4e armée et prirent part aux combats en Dalmatie, dans la Lika et dans la Marche Julienne.

En 1944 et en 1945, 45.000 soldats de la Marche Julienne combattirent donc dans les rangs de l'Armée de Libération Nationale, aujourd'hui l'Armée yougoslave.

Les victimes et les dommages supportés par la Marche Julienne au cours de cette guerre de libération s'élèvent d'après des données incomplètes à:

morts	— — — — — — — — — —	42.800
prisonniers, internés et déportés dans les camps de		
concentration	— — — — — — — — — —	95.460
bâtiments entièrement incendiés et détruits	— —	19.357
bâtiments partiellement endommagés	— — — —	16.837

Dans les combats de 1939 à 1945, la Marche Julienne s'est libérée de l'occupation fasciste: elle a complètement détruit l'ancien pouvoir et en a édifié un nouveau: le pouvoir national. Par là elle a manifesté net-

tement son désir de rattachement à la Yougoslavie Démocratique et Fédérative. Il est donc compréhensible qu'elle ait accueilli avec enthousiasme la 4^e armée yougoslave qui la libéra définitivement au début du mois de mai 1945.

C O N C L U S I O N S

De tous les faits exposés plus haut avec toute la clarté désirée, il ressort:

1) que la Marche Julienne est un pays qui, au point de vue géographique, ethnographique, économique et de par la volonté de ses habitants, fait partie intégrante de la Yougoslavie ou plus précisément des Unités fédérales de Slovénie et de Croatie.

Au point de vue géographique, la partie méridionale de la Marche Julienne appartient au système Dynarique tandis que la partie septentrionale touche aux Alpes Juliennes; par aucune de ses parties elle n'appartient à la plaine de l'Italie du Nord.

Au point de vue ethnographique, elle est principalement habitée depuis déjà 13 siècles par des Slovènes et des Croates, c'est-à-dire des Yougoslaves et la minorité italienne, formée en général par une italianisation et une immigration de date récente, vit exclusivement dans quelques villes où elle représente des îlots isolées sur le sol national yougoslave. Ces villes n'ont aucune liaison territoriale avec le territoire ethnographique italien.

Au point de vue économique, Trieste, toute la Marche Julienne et la Yougoslavie sont indissolublement liées. Pour la Yougoslavie, Trieste représente le port le plus important pour l'exportation et l'importation, tandis que pour l'Italie elle est loin d'avoir la même importance au point de vue économique si tant est qu'elle représente pour ce dernier pays un intérêt quelconque au point de vue du commerce et des communications. Trieste est un des rares grands ports de l'Europe ne se trouvant pas à l'embouchure d'un fleuve; il n'a pas la possibilité de transports fluviaux à bas prix vers l'intérieur du pays. C'est pourquoi dans l'hinterland du port, sur le territoire de la Marche Julienne et de la Yougoslavie du Nord, s'est développée une industrie manufacturière rattachée à l'industrie de Trieste qui dépend des matières premières importées de Yougoslavie et a besoin de celle-ci pour la consommation de ses produits locaux.

2) Que les Slovènes et les Croates de ces régions ont constamment combattu contre les envahisseurs italiens et dans cette lutte ont fait preuve d'une persévérance qui a été l'expression la plus résolue et sans compromis aucun des aspirations de ces peuples vers la liberté et l'union avec leurs frères de Yougoslavie. Dans ce vigoureux mouvement national, la population de la Marche Julienne a participé, avec un grand élan, au combat des peuples yougoslaves contre les puissances de l'axe. Dans ce combat, elle a donné un important apport — toute considération prise de sa force

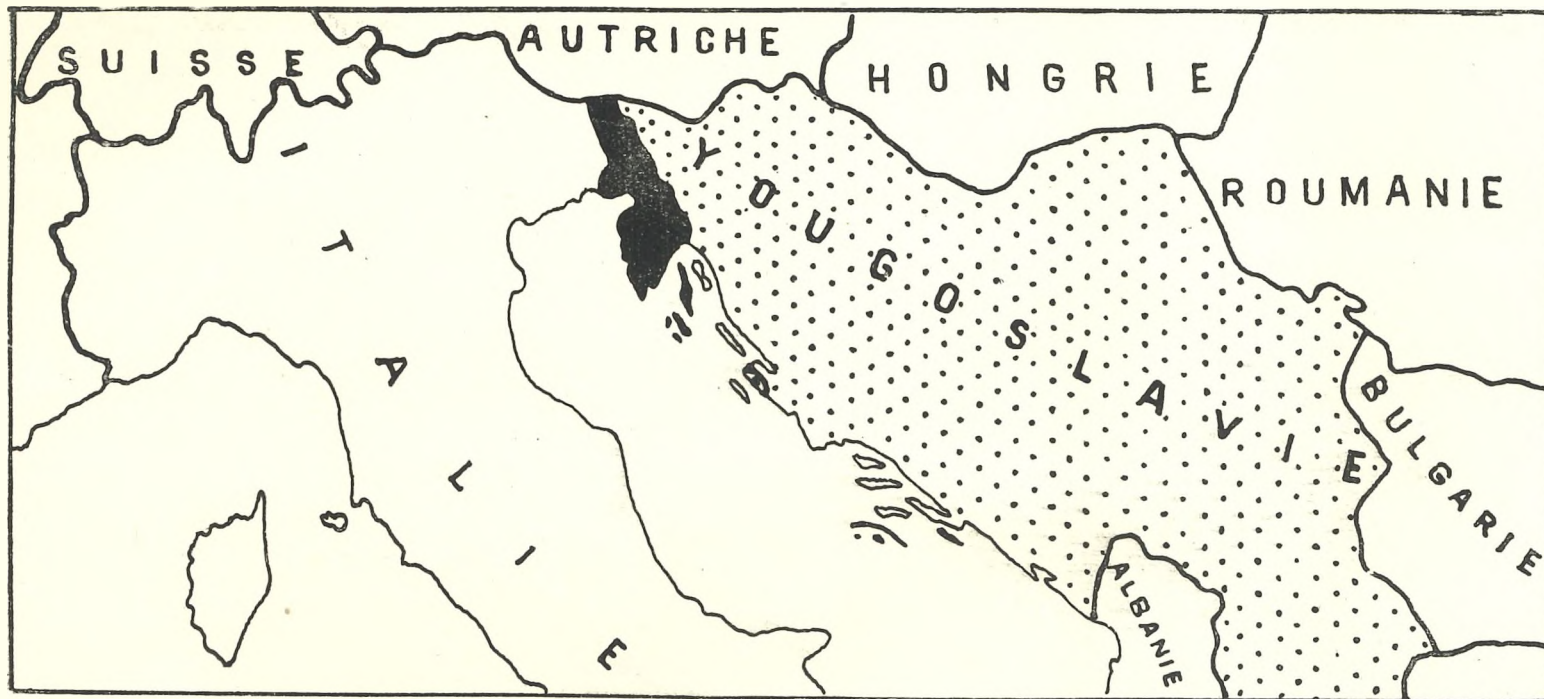
numérique — à la victoire des armées alliées et a montré nettement sa volonté de rattachement à la Yougoslavie d'autant plus énergiquement que le peuple a tant souffert des persécutions et des violences italiennes qu'il n'y a aucune force au monde pouvant le replacer sous l'autorité italienne.

3) Que tout ce problème a été créé par la rapacité et par la politique agressive de l'Italie envers ses voisins, les Yougoslaves. Quand l'Italie possédait Trieste, l'Istrie et le Littoral Slovène, elle se servait de ces terres yougoslaves asservies pour miner l'unité de l'État yougoslave et comme tête de pont militaire et politique pour une nouvelle pénétration forcée en Europe Centrale et dans les Balkans — pénétration pour la réalisation de laquelle l'Italie a finalement eu recours à l'agression non provoquée et à la guerre contre la Yougoslavie. Ces territoires ne lui servaient que dans ces buts et elle n'en avait nul autre besoin.

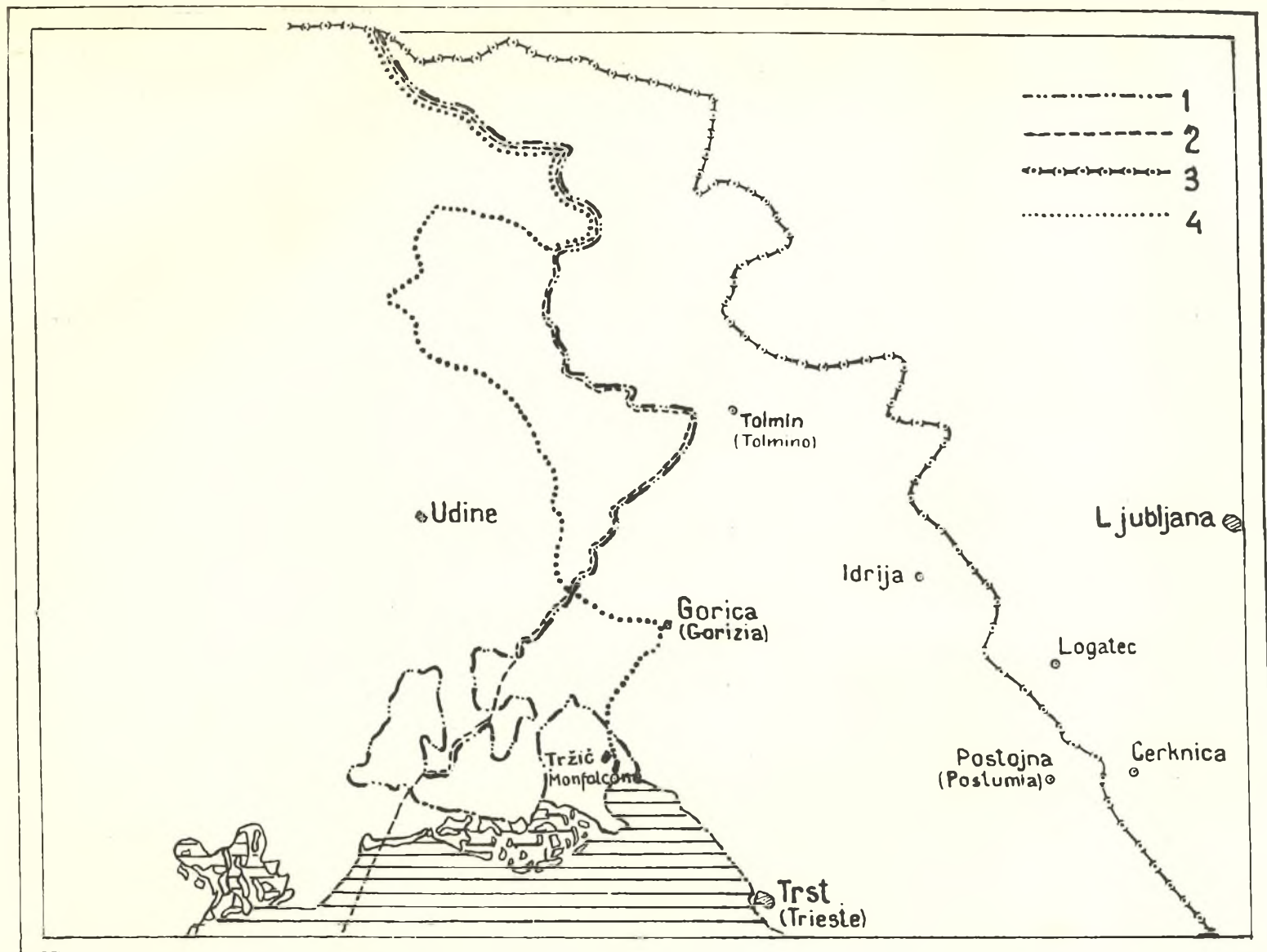
Par conséquent, la seule solution rationnelle et équitable de ce problème est que la Marche Julienne en entier soit rattachée aussi de jure à la Yougoslavie. Une telle solution du »problème de la Marche Julienne« est la seule qui puisse répondre aux besoins et aux aspirations de ces habitants. Une telle solution sera également profitable aux autres pays de l'Europe Centrale. Elle est la seule qui créera les conditions nécessaires à une paix durable que les peuples yougoslaves désirent sincèrement; elle seule sera juste envers l'alliée fidèle et terriblement éprouvée, la Yougoslavie; elle seule laissera la conscience tranquille aux fondateurs responsables de l'ordre nouveau international aussi bien devant les peuples yougoslaves que devant les générations futures des Nations Unies.



Annexe cartographique



La Marche Julienne — partie de la côte yougoslave de l'Adriatique



1) Frontière entre les biens de la couronne des Habsbourg et la République de Venise

2) Frontière entre la Monarchie Austro-Hongroise et le Royaume Uni d'Italie

3) Frontière entre la Yougoslavie et l'Italie après la première guerre mondiale

4) Frontière ethnique entre Yougoslaves et Italiens



JULIAN MARCH - ЮЛИСКАЯ ОБЛАСТЬ - LA MARCHE JULIENNE

